

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE



MANIFESTE POUR UN SYNDICALISME DE CLASSE

1
euro

ILy a maintenant dix ans, nous publions notre Manifeste pour un Syndicalisme de Classe. La grève de décembre 95 venait de se terminer. La crise de la CFDT entraînait dans une phase aiguë, suite à son attitude hostile à la grève et favorable au plan Juppé. Elle se manifestait par la structuration d'une opposition, puis par des départs : en particulier ceux des cheminots CFDT de Paris-Gare-de-Lyon qui vont créer SUD-Rail. Cette création d'un nouveau SUD, sur le modèle de SUD-PTT, allait amorcer la constitution de nombreux syndicats SUD et l'essor du regroupement connu aujourd'hui sous le nom de G10 Solidaire.

À l'époque, les questions fusaiient dans le milieu des syndicalistes opposés aux directions confédérales. Fallait-il favoriser la constitution des SUD ? Aider à structurer l'opposition CFDT ? Aller à la CGT ? C'est à ces questions bien concrètes qu'étaient alors confrontés nos militants dans les syndicats.

Dix ans après, où en sommes-nous ? La question de la CFDT est réglée. Des pans entiers sont passés à la CGT (Union Régionale Auvergne, Fédé Transports) et les syndicats SUD se sont multipliés comme des petits pains. Mais la situation reste aussi confuse en terme d'orientation. Le G10 devient une auberge espagnole où le syndicalisme d'accompagnement réformiste prend de l'ampleur. La CGT, en plein recentrage, vise à gagner une image de respectabilité et à devenir le partenaire privilégié de la bourgeoisie. Cette évolution met en désarroi des milliers de militants. À l'image du PCF, la CGT poursuit sa dispersion en de multiples chapelles, mal confédérées. En positif, il devient de plus en plus facile, pour des révolutionnaires, de s'y faire entendre à tous

les niveaux... sans que cela ait pour le moment de conséquences autres que locales. Ces voix critiques restent, pour le moment, dispersées.

Nous avons abordé à plusieurs reprises, dans Partisan, la situation du syndicalisme SUD aussi bien que CGT. Dans la période de confusion que nous vivons, nous n'en sommes pas à établir des plateformes de lutte ou à batailler sur la structuration des SUD ou de la CGT (bien que ces questions aient des enjeux). Par contre, nous pensons qu'il reste fondamental de se positionner en termes généraux, dans le débat en cours sur la recomposition, et de créer des espaces de débats, de rencontres, de regroupements.

C'est pour cela que nous republions cette brochure qui vise à déterminer une orientation syndicale pour les révolutionnaires et tous ceux qui ont le souci de développer un syndicalisme de classe. Notre objectif est de constituer l'outil par lesquels une masse de travailleurs de plus en plus grande puisse faire l'apprentissage de la lutte contre le capitalisme. Un syndicalisme révolutionnaire qui serve aussi de formation politique de premier niveau dans la lutte contre la bourgeoisie et pour son renversement.

Quels sont donc les critères pour aujourd'hui d'un syndicalisme de classe, ceux qui permettent de voir avec qui nous pouvons ou ne pouvons pas travailler, et sur quelles bases doit se faire cette recomposition ? Le but du texte qui suit est de définir cette orientation générale sur le syndicalisme que nous voulons. Une telle démarche nous semble préalable à la constitution de regroupements autour de plateformes.

Le 8 février 2006

MANIFESTE POUR UN SYNDICALISME DE CLASSE

Nous sommes des militants révolutionnaires menant une activité syndicale, délégués ou non, dans les entreprises du privé ou du public. Parfois, l'état consternant des sections syndicales de nos entreprises nous empêche même de nous syndiquer !

Nous sommes éparsillés dans des confédérations dont nous n'appravons pas l'orientation, à la CGT, dans des syndicats à l'évolution incertaine (SUD) voire même dans des sections locales CFDT repliées sur elles-mêmes.

Pourtant, nous sentons que les temps changent, que l'heure des reclassements et des recompositions est ouverte. Mais quelle perspective syndicale défendre : renforcer telle confédération (la CGT en l'occurrence) ? Pousser à la création de nouveaux syndicats radicaux (SUD par exemple) ? Structurer des oppositions

syndicales un peu partout ? Participer à des regroupements, et lesquels ? Organiser le travail intersyndical ? Prendre des responsabilités au sein des appareils syndicaux ?

Il est bien difficile d'y voir clair.

Par contre, il n'est pas trop tôt pour débattre, proposer et lutter dans ce sens. Au contraire même, il ne faut pas laisser la confusion s'installer et profiter aux dirigeants syndicaux, de toutes tendances, qui ont entraîné le mouvement ouvrier dans l'état dans lequel on le trouve aujourd'hui.

A l'heure où de nouveaux syndicats SUD se constituent régulièrement sans vraiment d'orientation ; à l'heure où le recentrage de la CGT se précise, le moment est venu de confronter nos points de vue et nos perspectives, de

tracer les grandes lignes d'un syndicalisme de classe, à défaut de pouvoir encore le structurer. Nous avons tous une riche expérience, en positif comme en négatif, de notre activité de ces dernières années. Il est temps d'en faire la synthèse, de savoir ce que nous voulons et ce que nous rejetons.

Nous voulons un syndicalisme de classe

L'exploitation, le capitalisme sont au cœur de la société actuelle. Lutter pour leur abolition doit être le fil directeur de l'action syndicale. Il ne s'agit pas pour nous de combattre seulement tel ou tel excès particulièrement odieux, mais de remettre en cause l'exploitation de l'homme par l'homme. En ce sens, le syndicalisme de classe est celui porté par la classe ouvrière, les exploités du privé comme du public, producteurs de toutes les richesses et dépossédés de tout pouvoir sur leur vie.

Peut-être aujourd'hui la classe ouvrière est-elle en retrait des combats partiels, affaiblie et désorganisée par des années de restructurations et de combats perdus contre les licenciements et le chômage. Il n'empêche. En Belgique ou en Argentine comme en Corée du Sud ou

en Turquie, le combat de la classe ouvrière mondiale est toujours vivant. Son développement numérique en Chine et en Asie du Sud-Est est riche de possibilités à venir. C'est elle qui est au cœur de la société et des transformations futures, et tout projet syndical qui ne s'organise pas autour d'elle ne peut déboucher que sur la conciliation avec les intérêts de la bourgeoisie.

Aussi, il ne s'agit pas d'une déclaration de principes, mais d'un critère essentiel pour s'orienter dans toutes les luttes et débats en cours autour de la recomposition :

Nous affirmons que la société n'est pas divisée entre d'un côté des « exclus » et de l'autre des « privilégiés » qui comprennent l'ensemble des salariés bénéficiant d'un emploi plus ou moins stable. Non. La ligne de partage oppose l'ensemble des exploiteurs à l'ensemble des exploités qui subissent, de manières différentes l'aggravation de leurs conditions de vie. La misère croissante des chômeurs, le nombre de plus en plus grand de travailleurs précaires, la précarisation grandissante de tous les salariés sont des phénomènes inséparablement liés entre eux.

Nous affirmons que c'est sur la base de ce critère de classe que l'on situe les revendications à défendre. Nous rejetons les mots d'ordre ouvertement



nationaliste comme le « produisons français » ou au chauvinisme camouflé comme « développement industriel ». Nous refusons la défense de son entreprise ou de son pays au nom de la défense des emplois. Contre la solidarité de fait avec son employeur, nous opposons la construction de l'unité entre travailleurs de différentes entreprises, de différents pays. Nous refusons, de même, de parler de « défense des usagers » ou du « service public » et nous mettons en avant la défense des **intérêts des travailleurs et des secteurs populaires** dans l'accès aux soins, à l'éducation, aux transports...

Nous disons que ce critère de classe nous sert de boussole pour savoir qui

l'on privilégie dans le travail syndical. Dans la grande industrie comme dans le secteur public, notre priorité de travail sera d'organiser les ouvriers et de construire, sur la base de leurs intérêts de classe, des revendications qui unifient largement contre le patronat et l'Etat.

À l'inverse, nous nous opposons à un certain syndicalisme qui vise à mettre les ouvriers à la remorque de l'aristocratie ouvrière, des cadres, voire des patrons. Pour cela nous rejetons les revendications sur les augmentations de salaires en pourcentage, ou (pour ce qui est des routiers ou des marins-pêcheurs) sur la taxation du fioul. Pour la même raison aussi, nous combattons dans nos

syndicats toute organisation séparée des cadres ou techniciens.

Nous voulons un syndicalisme de solidarité

Il ne s'agit pas là d'un critère qui s'impose naturellement. Tout le monde se prétend aujourd'hui « solidaire », pour l'unité. Le « Tous ensemble ! » n'est-il pas le mot d'ordre partagé dans toutes les manifestations ? Mais **ensemble pour quoi ? Solidaires en quoi ?**

La première des solidarités de classe est celle à l'égard de nos camarades immigrés, avec ou sans papiers, souvent les plus précaires des travailleurs. Ils sont marginalisés dans l'activité des confédérations. Nous rejetons sans détour le nationalisme. Pour reprendre un des plus vieux mots d'ordre du mouvement ouvrier : « *les prolétaires n'ont pas de patrie* ». Combattre le chauvinisme et le racisme dans l'entreprise et en dehors est plus important que jamais en ces périodes troublées où le Front National maintient son influence parmi les travailleurs.

Cette solidarité n'est donc pas seulement « européenne », même si les conditions de combat relativement proches

rendent les liens plus faciles. Certains discours visant à légitimer la Confédération Européenne des Syndicats (CES), cette institution de l'Europe impérialiste, recourent en fait un chauvinisme européen en formation derrière un internationalisme de façade. Cette CES qu'on nous vante dans les confédérations, n'est qu'une structure de technocrates de la relation sociale qui cherchent à se poser en interlocuteurs très responsables face à la Commission Européenne. D'où l'appel à vote Oui au référendum du 29 mai 2005, en France, repris par la CFDT et toute une fraction de la direction CGT, finalement mise en minorité. Non. La solidarité de classe que nous visons, concerne les travailleurs du monde entier, en particulier ceux des pays dominés, des pays d'origine de l'immigration.

Pour cela nous rejetons toute forme de « préférence nationale » ou « européenne ». En particulier nous revendiquons l'ouverture de l'embauche des étrangers dans la fonction publique... ce qu'oublient de faire tous ceux qui défendent, en l'état, le statut des fonctionnaires.

La construction de l'unité de classe suppose le combat contre le racisme, mais aussi contre le sexism. Temps partiel imposé, discrimination salariale,

discrimination à l'emploi sont le lot des femmes travailleuses. La dureté croissante des conditions d'exploitation entraîne aussi la multiplication de rapports machistes et des cas de harcèlement sexuel. Comme sur les questions de l'immigration, il ne faut pas hésiter à aller à contre-courant des idées dominantes dans le syndicat. Le combat d'ensemble ne doit pas se faire en camouflant les situations particulières mais en intégrant la lutte contre les divisions que le patronat et l'Etat nous imposent.

Construire une solidarité de classe, c'est aussi la construire avec les chômeurs et les précaires. Nous rejetons le syndicalisme élitiste qui conditionne la titularisation des précaires au passage de concours. Dans le secteur public comme dans le secteur privé, nous nous battons pour l'embauche immédiate et sans condition des précaires qu'ils soient intérimaires, vacataires ou CDD. De même, la solidarité avec les sous-traitants de toute sorte, multipliés par suite des découpages juridiques opérés par les patrons, est indispensable pour reconstruire un syndicalisme qui organise tous les secteurs d'activité. Avec les chômeurs, nous travaillons à construire un syndicalisme faisant converger en une même lutte celle des travailleurs sans emploi et des tra-

vailleurs avec emploi, par exemple contre l'intensification du travail. La réduction massive du temps de travail, malgré le discrédit qui entoure la revendication, suite aux 35 heures Aubry, est aussi un axe privilégié à reprendre pour organiser cette convergence.

La solidarité c'est aussi le souci de sortir le nez des situations locales. S'il nous faut défendre pied à pied les intérêts immédiats des travailleurs dans les entreprises, nous ne pouvons nous satisfaire des petits rapports de force établis ça et là, souvent sur des bases étroites et locales. Le syndicalisme de classe ne se définit pas seulement à l'échelle de l'entreprise, voire du délégué. Il existe parce qu'il se situe par rapport à tous les enjeux syndicaux, nationaux et internationaux, contre les orientations portées par les directions confédérales. Pour cela, nous saisissons autant que possible les occasions pour mettre en contact nos syndicats avec des travailleurs d'autres sites, d'autres entreprises, d'autres pays. Même si les retombées pratiques sont souvent faibles en terme de lutte commune, les conséquences sont généralement positives dans la prise de conscience des enjeux chez les syndiqués.

Enfin, nous ne nous satisfaisons pas d'une solidarité « contre » (contre le gou-

vernement du moment par exemple) qui cache souvent un « chacun pour soi », solidarité des mécontents qui évite d'affronter les corporatismes et les contradictions qui existent parmi les travailleurs. La solidarité que nous voulons est positive, « pour » la défense des intérêts de classe des travailleurs. Cela suppose débat et avancée, convergence sur un projet commun qu'il nous faudra bien définir. On ne pourra pas faire l'impasse de cette démarche, et nous devons l'affirmer dès à présent, contre tous ceux qui cherchent une unité réduite au minimum acceptable par tous. On ne peut être en même temps pour la défense de l'industrie française et celle des sans-papiers, pour la défense des ouvriers exploités et pour celle de leurs exploiteurs cadres etc... Il faut se déterminer, et choisir un camp, celui de la classe ouvrière, des travailleurs.

capitalisme totalement indépendant du capital et de l'Etat, qui ait rompu tous ces liens entretenus depuis des décennies par des bureaucrates qui partagent maintenant la logique de nos exploiteurs.

Nous refusons le syndicalisme qui rentre dans la défense de l'entreprise et de la nation, qui se prétend meilleur gestionnaire qu'un patron incompétent, qui propose contreplan sur contreplan, qui s'échigne à chercher les moyens de financer nos revendications et enchaîne ainsi les travailleurs aux règles de l'économie capitaliste. Face aux restructurations nous défendons l'intérêt des travailleurs, et rien d'autre. Dans les structures syndicales économiques institutionnelles (Comités d'Entreprise, Conseil d'Administration, Commissions Paritaires) nous refusons de rentrer dans le débat gestionnaire pour dénoncer au contraire les règles qui en régissent le jeu.

Nous voulons un syndicalisme indépendant

Certes pas un syndicalisme jaune, qui refuse la politique de classe pour mieux collaborer avec le patronat, ce que font la plupart des syndicats qui s'appellent eux-mêmes « indépendant ».

Au contraire, nous voulons un syndi-

Nous refusons le syndicalisme institutionnel de partage des tâches entre syndicats et patronat. Nous refusons un syndicalisme qui gère cantines, mutuelles, chômage et sécurité sociale, syndicalisme qui n'a apporté que corruption matérielle et idéologique dans nos rangs. On ne peut pas en même temps dénoncer le capitalisme et prétendre en être les meilleurs gestionnaires, voire de



dignes représentants patronaux comme on a pu le voir dans certains CE...

Nous refusons de négocier l'embaufrage (dockers, imprimerie) ou les licenciements des ouvriers, de cogérer la carrière de nos collègues, comme dans l'Education Nationale. Nous refusons le syndicalisme institutionnel de «partenaire privilégié», le syndicalisme de clientèle, le syndicalisme de service, pour privilégier celui de la lutte de classe !

Notre syndicalisme est celui de l'indépendance de classe, qui définit ses objectifs par rapport aux intérêts des travailleurs, et d'abord les plus exploités. C'est pour cela que nous osons affirmer

des revendications considérées comme aussi «utopiques» que «Zéro licenciement», «maintien des postes de travail» et «les 32 heures sans perte de salaire, sans précarité ni flexibilité et avec embauche correspondante», ou encore «libre circulation des travailleurs».

C'est pour cela que nous refusons le mot d'ordre «interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits et qui licencient». Ce mot d'ordre, initié par Lutte Ouvrière puis repris par la plupart des forces politiques et syndicales, fait dépendre nos objectifs de la bonne santé de l'entreprise et laisse sur le carreau les travailleurs des entreprises perdantes dans la guerre économique

ainsi que tous les sous-traitants. Les « Lu-Danone » de Ris-Orangis, après débat, avaient abandonné ce mot d'ordre dans leur appel à la manifestation du 9 juin 2001. Ils avaient cherché à unifier tous les restructurés autour de « Non à tous les licenciements ».

C'est ainsi que se construit notre camp, l'orientation syndicale de classe nécessaire à notre avenir de travailleurs.

Nous voulons un syndicalisme véritablement collectif et démocratique

Nous en avons assez de ces délégués qui parlent en notre nom et utilisent notre force dans les combats au service des intérêts particuliers de quelques uns, qui signent des accords inacceptables ou nous prêchent la division du corporatisme ou du nationalisme.

Nous voulons contrôler nos combats et notre action syndicale. Dans les conflits, nous voulons organiser comités de grève et assemblées générales, un contrôle collectif et permanent sur notre mouvement pour décider nous-mêmes de notre action.

Mais nous avons aussi besoin d'organisations, de véritables syndicats qui

nous représentent en permanence. Le syndicalisme n'est pas que la grève, c'est aussi l'éducation, l'organisation permanente des plus larges masses sur une orientation bien claire contre l'exploitation capitaliste.

Contre l'individualisme qui imprègne toute la société capitaliste, le syndicalisme c'est aussi un moyen de préparation à la transformation de la société. C'est une école de solidarité, de lutte, de prise de conscience. C'est l'apprentissage permanent d'autres relations : l'apprentissage des décisions collectives, des responsabilités, de la rotation des tâches dirigeantes, de l'organisation.

Pour cela **nous avons besoin de délégués, de représentants, de mandats, de décisions centrales, de modes de contrôle**. Nous avons besoin d'Unions Locales, de structures interprofessionnelles, du fédéral et d'organisations internationales. La vie syndicale ne peut se mener sans une telle structuration. La démocratie directe ne peut guère construire qu'une petite structure locale.

Le problème n'est pas d'avoir des représentants, mais de savoir les choisir sur des bases claires et explicites, de pouvoir les contrôler en permanence, jusqu'à remettre en cause leur mandat, d'élaborer collectivement (et non à partir de quelques experts, aussi syndicaux

soient-ils) une orientation de classe.

La démocratie syndicale est à réinventer. Contre la bureaucratie galopante, contre le rêve anarchiste de la démocratie et de l'action directes, c'est une organisation de classe, démocratique et centralisée, que nous devons construire dans la lutte. Une organisation destinée au combat contre un ennemi bien mieux organisé que nous !

Nous voulons un syndicalisme de masse et de classe

Nous défendons l'idée d'un syndicalisme de classe ; mais nous voulons aussi construire un syndicalisme de masse. Notre ambition est de construire un syndicalisme de classe majoritaire parmi les travailleurs. Nous pensons même que, dès aujourd'hui, il est possible d'organiser une fraction significative de la classe ouvrière et de l'ensemble des travailleurs autour d'un syndicalisme dynamique, radical, de rupture avec la société capitaliste. Pour cela, nous refusons le syndicalisme élitiste de quelques avant-gardes. Nous refusons, en particulier, de confondre organisation syndicale et organisation politique.

Nous connaissons bien ce phénomè-

ne quand des structures CGT appellent à voter pour le député-maire du coin, PCF. Il existe aussi chez certains militants d'extrême gauche qui utilisent le syndicat comme une simple couverture pour le travail de construction de leur organisation politique. Mais le problème existe aussi chez un certain type de militantisme anarcho-syndicaliste qui confond les tâches entre ces deux types d'organisations et cherchent à ce que le syndicat prenne des positions extrêmement radicales sur des sujets variés, sans tenir compte de leur base et de la nécessité d'un syndicalisme de masse.

Les démarches ne sont pas les mêmes. Un parti politique se constitue autour d'un programme de transformation de la société que seule une crise révolutionnaire permettra d'accomplir. Dans les luttes, il tend, et c'est normal, à raccorder les manifestations de protestation à son projet politique.

Le syndicat, lui, doit organiser la défense quotidienne des travailleurs contre les empiétements du capital. Il a besoin de l'énergie et de la solidarité de toute la classe, il n'organise pas une avant-garde. Et sa façon d'aborder la politique est conditionné par ce point de départ. Le syndicat est amené à faire de la politique, à prendre position sur les grands problèmes : les attaques de la bourgeoisie bien sur, la nature de la

production , la sécurité et l'environnement, la domination impérialiste etc.. Mais il est forcément limité dans son expression proprement politique à ce que peuvent assumer les syndiqués.

Cela n'interdit pas, bien au contraire, l'activité de militants politiques révolutionnaires dans les syndicats. Ils apportent leurs analyses, leur compréhension, leurs propositions, précisément parce que le syndicat doit devenir une école de classe pour la libération des travailleurs. Mais ils se soumettent au débat démocratique et respectent les décisions prises solidairement.

Voilà les grands axes sur lesquels, pensons-nous, doit se construire aujourd'hui un courant syndical de classe, en les défendant dans toutes les structures dans lesquelles nous sommes investis.

C'est le socle, le point de départ d'un syndicalisme de classe, quelles que soient les situations particulières dans lesquelles nous nous trouvons les uns et les autres.

Nous sommes tout à fait conscients que c'est insuffisant, que cela ne définit pas une orientation, une tactique, des choix syndicaux. Mais il faut en passer par là sans brûler les étapes, accepter de jeter à nouveau les fondations de nos organisations de lutte, contre toutes les pseudo évidences serinées par des bureaucrates intéressés.

C'est ce Manifeste que nous proposons de débattre le plus largement possible et d'utiliser comme un outil pour construire un renouveau syndical.



SOMMAIRE

NOUS VOULONS UN SYNDICALISME :

... DE CLASSE	6
... DE SOLIDARITÉ	8
... INDÉPENDANT	10
... VÉRITABLEMENT COLLECTIF ET DÉMOCRATIQUE	12
... DE MASSE ET DE CLASSE	13

2^E TRIMESTRE 2006

SUPPLÉMENT AU MENSUEL PARTISAN N°202—VOIE PROLÉTARIENNE BP48-93802 ÉPINAY-SUR-SEINE CEDEX